

# « Non, c'est non » : la rage des femmes contre les violences sexistes

MANIFESTATION Près de 5.000 personnes ont marché ce dimanche à Bruxelles

► En Turquie, en Colombie, en Espagne ou au Chili, elles sont des dizaines de milliers à s'être mobilisées.

► Depuis le début de l'année, on compte 33 féminicides en Belgique.

REPORTAGE

**P**ourquoi je suis venue manifester? La question c'est plutôt pourquoi tous les autres ne sont pas venus! » Agnès, bout du nez rose vif, raccord avec les fleurs qu'elle porte dans les cheveux, se frotte vigoureusement les mains. Elle a appris l'existence de cette manifestation contre les violences sexistes assez tardivement: « Mais dès que j'ai vu que quelque chose était prévu en Belgique, je n'ai pas hésité. » À l'appel de très nombreuses organisations féministes fédérées au sein de la plate-forme Mirabal Belgium, près de 5.000 manifestantes et manifestants (selon la police, NDLR) ont marché ce dimanche, au départ de la place Poelaert à Bruxelles, pour protester contre les violences faites aux femmes.

L'année passée, dans le sillon de l'affaire Weinstein et du mouvement #MeToo, 3.000 personnes avaient battu le pavé. Le mouvement était mondial: en Turquie, en Espagne, en Colombie ou encore au Chili, elles étaient des dizaines de milliers de femmes, ce dimanche, à prendre les rues d'assaut pour dénoncer les violences sexistes.

**« Plus on ose en parler, plus on ose dénoncer, plus elle reculera »**

« J'ai 67 ans, détaille Agnès. Avec mon conjoint, nous faisons partie de la génération 68, qui pense que protester, descendre dans la rue, c'est quelque chose de normal. C'est cet esprit de protestation là qu'il faut retrouver. » Samedi, elle a suivi la manifestation de ses consœurs à Paris, à laquelle s'est superposée la manifestation des gilets jaunes: « C'est triste, soupire-t-elle, mais à chaque fois que l'on essaye de dénoncer les violences sexistes, on a l'impression qu'il y a toujours quelque chose jugé plus important qui vampirise l'attention. » Mais pas ce dimanche, elle l'a décidé: « Je suis là pour dire qu'on connaît bien trop cette violence et qu'on n'en veut plus. Plus on ose en parler, plus on ose dénoncer, plus elle reculera. »

Derrière Agnès, Ingrid et sa collègue, bien emmitouffées pour surmonter les trois petits degrés qui les accompagnent tout l'après-midi, brandissent une banderole sur laquelle on peut lire « Quand c'est non, c'est non ». Employée communale à la Maison des femmes de Schaerbeek, Ingrid manifeste plus particulièrement pour que la violence envers les femmes cesse dans l'espace public: « Tous les jours, c'est ce type de violence qui m'affecte. Ne pas se sentir en sécurité de la même façon que les hommes quand je suis dans la rue, dans le tram. » Rani, la petite vingtaine, marche pour ses amies, victimes de viol ou d'agression, « qui n'osent plus porter plainte de peur d'affronter le sexisme des policiers. »

Mara, 36 ans, est venue avec ses deux

enfants. Agenouillée devant une pancarte dénonçant le mariage forcé, elle explique au plus grand les enjeux de la manifestation: « La cause est importante pour moi et j'ai envie de leur expliquer tôt ce qu'il se passe et j'estime que la nécessité de lutter contre les violences sexistes, c'est quelque chose qu'ils sont en mesure de comprendre jeune. » Son fils de 8 ans glisse, après avoir longuement regardé les pancartes: « C'est super mauvais ».

Sur le podium, avant de lancer le cortège à l'assaut de la rue Royale, des membres de la plate-forme Mirabal rappellent l'implacable réalité, en égrenant des prénoms. Valérie, Lucie, Sania, Colette, Nejjin, Eunice... Depuis le début de l'année 2018, on compte 33 féminicides en Belgique. 33 femmes tuées parce qu'elles étaient des femmes.

## 33 féminicides en Belgique

La section francophone d'Amnesty International a fait valoir son nouveau rapport qui met en balance les différentes législations sur le viol dans 31 pays en Europe. Parmi eux, seuls l'Irlande, le Royaume-Uni, la Belgique, Chypre, l'Allemagne, l'Islande, le Luxembourg et la Suède définissent les actes sexuels non consentis comme un viol. Les autres se fondent sur l'usage de la force, la contrainte ou l'incapacité de la victime à se défendre.

D'après la dernière étude de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, une femme sur 25 dans l'Union européenne a déclaré avoir été victime d'un viol après l'âge de 15 ans. ■

MARINE BUISSON